



POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE ET SOCIALE DANS LA NÉCESSAIRE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Ce n'est un secret pour personne, le climat change. Les conséquences du changement climatique sont nombreuses et variées : augmentation de la température, inondations, feux de forêts, sécheresse, etc. Mais surtout, elles sont dévastatrices pour l'humanité.

Une série d'inégalités entoure la crise climatique à laquelle nous sommes confrontés. D'une part, il y a une **responsabilité inégale entre les pays mais aussi entre les individus** qui y habitent : les pays du monde ont contribué et continuent de contribuer de manière très différente aux émissions de gaz atmosphériques. Ainsi, tandis qu'historiquement les États-Unis ont émis à eux seuls 20% des émissions cumulées, les pays d'Afrique ont eu et gardent une responsabilité marginale dans les émissions de gaz à effet de serre¹.

D'autre part, il y a une **répartition inégale des conséquences** de ces émissions. Le changement climatique affecte les sociétés dans des conditions très différentes². Selon le pays touché, sa richesse, ses infrastructures, son niveau d'éducation, et l'état de santé de sa population, les dégâts seront très variables.

Ensemble, ces deux paragraphes décrivent ce qu'on appelle **l'injustice climatique**.

De même, **au sein d'un même pays, les populations ne seront pas affectées de la même manière**, dû aux inégalités structurelles qui existent et persistent. En fonction de leur genre, leur âge, leur appartenance ethnique, de leur statut socio-économique ou encore d'un handicap, les individus ne seront pas égaux pour faire face aux différentes crises auxquelles nous sommes et serons confrontés.

Les systèmes de discrimination qui sont déjà en place dans nos sociétés se trouvent exacerbés en temps de crise et les inégalités sont dès lors renforcées. Les différents systèmes de discrimination (liés au genre, au statut socio-économique, à la racisation, etc.) sont interreliés et se renforcent mutuellement.

Sur base de ce constat, le concept d'intersectionnalité nous permet, en tant qu'outil, d'analyser l'impact différencié des crises à cause des différents systèmes d'oppression et la nécessité de réponse adaptée pour chaque groupe.

Si le tableau jusqu'ici peut sembler négatif, tout n'est pas perdu, loin de là ! Selon nombre de spécialistes, **la réduction des inégalités sociales peut atténuer l'impact des crises climatique et environnementale, et vice-versa** : les mesures pour lutter contre les crises climatique et environnementale - si elles sont pensées dans une optique de transition juste - peuvent réduire les inégalités sociales. Il faut pour cela, d'une part, que nos dirigeants prennent des décisions ambitieuses et justes. D'autre part, il est primordial de veiller à ce que tous et toutes aient une voix dans les différents organes de décisions, à tous les niveaux de pouvoir, afin de représenter les différentes réalités.

Entre le mois d'octobre 2022 et d'avril 2023, le Forum des Jeunes a invité différentes organisations afin de mieux comprendre la réalité actuelle de l'éducation à ces enjeux mais surtout les impacts différenciés qu'ont les crises climatiques sur différentes parties de la population. Les fiches infos qui suivent sont le résultat de ces rencontres avec The Shifters Belgium, le Monde selon les Femmes, Plan International, ATD Quart Monde, UNICEF, les Grands-parents pour le climat et Mutesi Van Hoecke, experte en écologie politique et mémorante sur le concept de pertes et préjudices

1. Carbon Brief, "Analysis: Which countries are historically responsible for climate change?", publié le 5 octobre 2021 et disponible sur le site de [Carbonbrief.org](https://www.carbonbrief.org)

2. Pour aller plus loin sur ce sujet, lire ce rapport : [Global Climate Risk Index 2021 | Germanwatch e.V](https://www.germanwatch.org/en/global-climate-risk-index-2021)

1 ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT

Intervenant : The Shifters Belgium est une association qui œuvre à la décarbonation de l'économie. Dans le cadre de leur projet «Education4Climate», une analyse de la présence des enjeux climatiques et environnementaux dans l'ensemble des cours et des formations de l'enseignement supérieur en Belgique (universités et hautes écoles) a été réalisée.

Pour entamer une transition écologique qui soit juste, l'accès à l'information et à l'éducation à ces enjeux est primordial. Il est difficile d'agir quand on ne dispose pas des données sur la gravité du problème et surtout, sur les solutions. Dans ce cadre, il semble judicieux de se questionner sur le rôle de l'école dans cette éducation et ce partage de l'information.

Dans une enquête menée par le Forum des Jeunes, 74% des répondant·e·s estiment que les thématiques liées à l'environnement n'ont pas suffisamment ou pas du tout été abordés dans leur parcours scolaire. Il ressort que la plupart des jeunes sondé·e·s ne connaissent pas de sources d'information qui leur soient adaptées. **91% des jeunes sondé·e·s estiment que l'éducation à l'environnement devrait être davantage abordée dans le cursus scolaire secondaire !** Il est donc urgent de renforcer l'accès à l'information et de développer des contenus adaptés aux jeunes sur ces enjeux.

Pour les jeunes, l'enseignement devrait clairement jouer un rôle plus important. En effet, il peut contribuer à sortir des bulles créées par les réseaux sociaux mais aussi de permettre à tous et toutes d'accéder à une information de qualité, quelle que soit leur situation. Le projet Education4Climate a réalisé un état des lieux de l'offre de cours des universités et hautes écoles belges en analysant près de 100,000 descriptifs de cours. Résultat : seuls 5 % traitent des enjeux climatiques et environnementaux (et qui concernent majoritairement les disciplines scientifiques). En outre, 60 % des formations ne contiennent aucun cours qui traite des enjeux de la transition écologique.

Alors que les jeunes s'inquiètent pour leur avenir, il est indispensable qu'ils et elles disposent des informations adéquates pour comprendre le changement climatique et ses impacts, de même que les liens avec les autres crises environnementales et les inégalités sociales. C'est la raison pour laquelle les enjeux environnementaux doivent être intégrés dans tous les cours et de manière transversale, à tous les niveaux de l'enseignement³.

3. Découvrez notre Avis officiel sur l'Éducation à l'environnement sur le site www.forumdesjeunes.be

2 FOCUS SUR LE GENRE

Intervenants : Le Monde selon les Femmes, ONG féministe qui œuvre pour un monde où les relations sont construites sur l'égalité, la diversité et la solidarité, et Plan International, ONG qui défend l'égalité pour les filles et les droits des enfants dans le monde.

Quel lien entre les femmes et la planète ?

Si nous sommes tous et toutes affecté·e·s par les changements climatiques, nous ne le sommes pas de la même manière. Les communautés où Plan travaille sont déjà durement touchées par ces impacts négatifs, avec de sérieuses implications pour les droits des personnes qui sont déjà les plus exclues, y compris les femmes et les enfants, en particulier les filles. La vulnérabilité particulière des filles, et surtout des adolescentes, au changement climatique est due aux effets combinés de l'âge et des discriminations de genre. Le changement climatique amplifie les inégalités dont elles souffrent déjà et accentue leur accès inégal à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, à l'éducation, à la participation et à la protection. Voici quelques exemples d'impacts spécifiques agissant sur les femmes et les filles en particulier :

- À chaque crise, les droits des femmes reculent. Vu le nombre de crises environnementales prévues à l'avenir, il est primordial de prendre des mesures de protection des droits des femmes pour s'assurer que cela ne puisse pas être le cas.
- La santé des femmes est plus fréquemment touchée par des problèmes environnementaux, de par les endroits qu'elles fréquentent ou les métiers qu'elles exercent (manufacturière dans des usines textiles ou agricultrices exposées aux produits chimiques et pesticides, par exemple). Par ailleurs, les catastrophes climatiques exacerbent les problèmes de santé mentale et physique des enfants et des filles en particulier, ce qui menace les progrès réalisés en matière de réduction de la mortalité infantile. On s'attend à une augmentation de la malnutrition infantile, des retards de croissance irréversibles et de la faim en raison de la perte des moyens de subsistance et de la diminution de la production ou de la disponibilité alimentaire causée par les catastrophes liées au climat, en particulier dans les contextes d'agriculture à petite échelle et pluviale, avec un impact sur les capacités cognitives des enfants. D'ici 2050, le changement climatique pourrait potentiellement augmenter le nombre d'enfants de moins de 5 ans sous-alimenté·e·s de 20 à 25 millions (environ 17 à 22 %)⁴. Les filles constituent une population plus à risque car elles sont souvent les dernières à manger et les premières à souffrir de la faim en cas de pénurie de nourriture⁵.

- Les mouvements migratoires, causés notamment par le changement climatique, impactent également les hommes et les femmes à des degrés différents. Lorsque des catastrophes liées au climat surviennent, les familles sont déplacées et leurs conditions de vie se détériorent. Par rapport à 1980, la probabilité d'être déplacé·e en raison d'une catastrophe est aujourd'hui 60 % plus élevée, les déplacements les plus importants étant dus à des événements climatiques⁶. Les femmes et les filles des pays en développement sont particulièrement touchées. Les enfants risquent souvent la séparation avec leur famille et leur communauté en raison des déplacements et de la pénurie de ressources à la suite d'une catastrophe liée au climat.
- Le changement climatique accroît les catastrophes qui perturbent l'accès à l'éducation et la perte des moyens de subsistance, ce qui oblige les enfants, en particulier les filles, à quitter l'école. En 2021, des événements liés au climat empêcheront au moins quatre millions de filles dans les pays à revenu faible et moyen inférieur d'achever leur éducation⁷.
- Les ressources naturelles se raréfient en raison du changement climatique, les filles et les femmes parcourent de plus grandes distances pour se procurer de la nourriture, du bois de chauffage et de l'eau, ce qui peut accroître le risque d'exposition aux abus sexuels, aux violences physiques et aux préjudices⁸. Ces risques sont encore plus grands pour les filles et les femmes déplacées et réfugiées dans les camps. La perte des moyens de subsistance pousse les filles à quitter l'école et à se marier pour alléger le fardeau économique de la famille.

On a souvent l'impression que les femmes sont plus douces, plus soigneuses, en général mais aussi avec la nature. Elles sont alors vues comme des protectrices de la «Terre mère». Dans les mouvements activistes environnementaux, on retrouve une majorité de femmes. Et si on pense à quelques grands noms actifs pour la planète - Gretha Thunberg, Vandana Shiva, Adelaïde Charlier - les femmes sont surreprésentées !

Cet engagement pour la planète et ce caractère protecteur/soigneur attribué aux femmes n'est pas inné. Ce sont bien au contraire des comportements socialement appris. La bonne nouvelle, c'est donc que les hommes pourraient facilement avoir les mêmes facultés !

4. Save the Children, 2007. Feeling the Heat : child survival in a changing climate

5. Plan International and Stockholm Environment Institute research, 2018. Climate change, young women and girls: Vulnerability, impacts and adaptation in Northern Thailand.

6. Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, 2015. The Human Cost of Natural Disasters.

7. Tess Thomas, de la fondation Malala, "Climate change is forcing girls out of school — here's what young women want leaders to do about it", article publié le 02/11/2021 sur le site assembly.malala.org

8. Women Deliver, 2021. *The Link Between Climate Change and Sexual and Reproductive Health and Rights.*

Différents concepts ont été abordés pour mieux comprendre le lien entre écologie et féminisme, notamment :

L'**écoféminisme**, c'est à la fois un courant théorique, un mouvement et des pratiques. L'idée de base, c'est que les luttes féministes et les luttes environnementales sont indissociables. Plusieurs penseuses écoféministes mettent en effet en avant le lien entre l'exploitation des femmes par les hommes et l'exploitation de la terre par les humains.

Le **gyno-épistémicide historique** désignant la destruction totale ou partielle des systèmes de connaissances de populations ou de communautés, ici des femmes en particulier. Ce concept s'appuie sur un autre concept selon lequel l'histoire est écrite par ceux qui dominent. Cela implique notamment une invisibilisation importante de l'histoire des femmes (et bien d'autres catégories discriminées) et donc une connaissance très partielle uniquement de cette histoire. Il est primordial aujourd'hui de penser des propositions multiples, il n'y a pas une vérité et pas une solution, mais bien une multitude à construire ensemble.

Pour construire ces nouvelles solutions, il est indispensable que les femmes et filles soient davantage représentées dans les espaces de décisions, aux COP et au sein de toutes les instances décisionnelles, et ce d'autant plus lorsque les décisions impactent directement plus les femmes que les hommes. **Dans une même logique, les groupes minoritaires (femmes, jeunes, personnes en situation de précarité, personnes racisées⁹,...) dans un secteur particulier devraient être habilités et légitimés à porter leur voix et leur expertise dans ce domaine.**

Comment peut-on agir en Belgique et à l'international pour mettre fin à ces inégalités ?

- Comme le reflète notre avis sur l'Éducation à l'environnement, l'éducation devrait être réformée. La sensibilité au genre doit y être intégrée dès le plus jeune âge. Ce changement passe par le langage et l'apprentissage de la langue, de la grammaire mais aussi à travers les lectures enseignées à l'école qui proviennent majoritairement d'auteurs masculins. Il est nécessaire de questionner et recontextualiser ces grands penseurs dont le travail efface une partie de l'histoire.
- La perspective des femmes et filles devrait être incluse dans le développement des politiques (notamment climatiques) et les femmes et filles devraient être impliquées dans la prise de décisions. Même si le test genre existe en Fédération Wallonie-Bruxelles, il faut continuer à interpeller les politiques sur le gender mainstreaming (ou approche intégrée de la dimension de genre) actuel¹⁰.

9. C'es-à-dire, une personne touchée par le racisme, la discrimination (définition du Robert, 2018).

10. C'est donc une stratégie qui a pour ambition de renforcer l'égalité des femmes et des hommes dans la société, en intégrant la dimension de genre dans le contenu des politiques publiques (définition de l'[Institut pour l'égalité des femmes et des hommes](#))

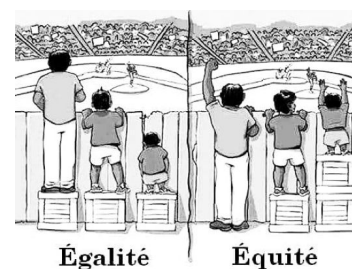
3 FOCUS SUR LA PAUVRETÉ

Intervenant: ATD Quart Monde, un mouvement international qui lutte contre la misère et toutes les inégalités du système qui l'engendre.

Le changement climatique a un impact sur les personnes qui souffrent de précarité. En effet, aujourd'hui, les actions évoquées pour lutter contre le réchauffement climatique, sont, en général, des actions liées à l'alimentation (gaspillage, tri des déchets, manger local/bio), à l'énergie (isolation, parcimonie énergétique), à la mobilité (voitures électriques, transport en commun, vélo) ou encore au logement (isolation, etc.). La plupart de ces actions ont cependant un coût important de mise en œuvre. Les aides financières censées rendre abordable leur implémentation à toutes et tous entrent alors en jeu. Elles sont malheureusement trop insuffisantes pour permettre aux personnes précarisées d'en jouir. En fait, c'est plutôt les personnes les plus aisées qui peuvent bénéficier des aides financières accordées à la transition vers la durabilité et qui in fine sont intéressantes en termes d'économies (diminution des taxes, économies d'énergie, accès à certaines opportunités...). On parle d'effet Matthieu¹¹, qui tire son nom de l'Évangile et qui dit "Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas, on ôtera même ce qu'il a". On peut illustrer cette référence par la situation de la mobilité bruxelloise et l'interdiction de circuler pour les véhicules très polluants afin de favoriser progressivement les voitures électriques. La mesure est certes nécessaire afin de sortir des énergies fossiles, mais en ne considérant pas le spectre socio-économique, elle risque de faillir totalement à ses objectifs. En effet, une famille précarisée, même avec la meilleure volonté du monde, ne pourra la plupart du temps pas se permettre les nouvelles gammes de véhicules plus écoresponsables. La conséquence étant très certainement l'abandon de l'idée d'avoir un véhicule pour la famille, ce qui provoquerait d'autres effets désastreux pour les personnes comme l'isolement, la perte de travail, l'impossibilité d'aller à l'école, d'avoir une vie sociale etc. Sinon reste le choix de rouler dans l'illégalité. Cette dernière option soulevant aussi la question de l'égalité des citoyen·ne·s face à la loi et la capacité de chacun·e à l'appliquer dans un contexte d'accélération de la mise en place de mesures climatiques et environnementales.

Par ailleurs, la précarité impacte négativement la capacité des personnes et des familles à assumer leurs obligations professionnelles, familiales et/ou sociales et de jouir de leurs droits fondamentaux¹². Il est dès lors indispensable d'**évaluer et de prendre en compte leur possibilité d'agir, à la lumière de cette situation de "double peine": précarité et changement climatique.**

Finalement, il faut replacer les choses dans leur contexte puisque les personnes précarisées ont généralement des bilans carbone plus faibles (pas ou peu de vacances en avion, utilisation rationnée des ressources en eau/énergie/ alimentation et modes de vie plus économes en ressources). De fait, au niveau mondial, les 1% les plus riches émettent 2 fois plus de CO₂ que la moitié la plus pauvre de la planète¹³. De plus, les personnes précarisées sont généralement plus impactées par les effets du changement climatique car elles ne disposent pas des moyens financiers facilitant l'adaptation et habitent souvent dans les zones les plus polluées. Il est donc urgent que les mesures mises en place pour le climat et l'environnement soient équitables plutôt qu'égalitaires. Plus concrètement, la **mise en œuvre de mesures liées à la transition écologique et leur mise en place doivent être réfléchies et élaborées avec les personnes en situation de pauvreté.** Il faut que ces dernières soient incluses dans les débats autour de ces questions pour ainsi éviter des conséquences discriminatoires et injustes de ces mesures écologiques. Il faut également que le fardeau climatique soit réparti en considérant la responsabilité de chacun·e et les capacités individuelles à agir. Peut-être pourrions nous alors accélérer la transition vers une société plus verte, plus juste et durable...



11. MERTON Robert K. "The Matthew Effect in Science, II: Cumulative Advantage and the Symbolism of Intellectual Property." Isis, vol. 79, no. 4, 1988, pp. 606-23.
12. DOLLÉ Michel, "Précarités et politiques sociales", Empan, 2005/4 (no 60), p. 38-43. DOI : 10.3917/empan.060.0038. URL : <https://www.cairn.info/revue-empan-2005-4-page-38.html>
13. Oxfam GB pour Oxfam International et SEI, "THE CARBON INEQUALITY ERA", septembre 2020. ISBN 978-1-78748-649-2. DOI: 10.21201/2020.6492.

4 FOCUS SUR L' ANTIRACISME ET L'ÉCOLOGIE DÉCOLONIALE

Intervenante : Mutesi Van Hoecke, experte en écologie politique et mémorante sur le concept de pertes et préjudices.

Selon Amnesty, l'antiracisme peut se définir comme étant un effort actif et conscient pour lutter contre toutes les formes de racisme et de discriminations¹⁴. L'écologie décoloniale est quant à elle une approche de l'écologie qui prend en compte l'existence de systèmes de domination des personnes racisées et qui lutte contre le néocolonialisme, l'extractivisme¹⁵ et l'impérialisme occidental dans les pays du Sud. Cette approche de l'écologie vise à décoloniser l'imaginaire collectif occidental, par la mise en lumière des conséquences de la colonisation, qui continue aujourd'hui d'influencer le présent, aux détriments des pays du Sud. Premièrement par la persistance de systèmes d'oppression mis en place par les puissances coloniales, mais aussi au travers du système capitaliste néolibéral qui permet à l'économie occidentale de fonctionner et de s'enrichir selon les principes de l'exploitation, au détriment des populations locales du Sud et de leur environnement.

Le concept de néocolonialisme peut-être défini comme une nouvelle forme de domination économique d'anciennes colonies devenues indépendantes. Cette domination est basée sur des accords d'échange se focalisant sur l'export de matières premières et sur l'exploitation de certaines ressources (extractivisme) au bénéfice des pays dit du Nord. Le projet East African Crude Oil Pipe Line (EACOP), projet de construction d'un oléoduc géant en Afrique de l'Est par TotalEnergies, multinationale française, et visant l'exploitation de nouvelles sources d'énergie fossile, illustre parfaitement les principes de néocolonisation avec des délocalisations de population, une destruction de l'environnement et un pillage des ressources comme le pétrole au profit des pays Occidentaux¹⁶. Ces rapports de domination se retrouvent également dans les processus diplomatiques lorsqu'il s'agit, par exemple, de traiter de la répartition du fardeau climatique. En effet, lors de la COP21 à Paris¹⁷, l'ensemble des délégations présentes s'est aligné pour limiter les effets du changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Si il y a consensus sur l'objectif, la manière d'y parvenir fait toujours débat. La responsabilité historique des pays du Nord dans la quantité d'émissions émises, dans la dégradation de l'environnement, peine en effet à être reconnue.

De ce fait, la création d'un fond monétaire a longtemps été demandée aux pays du Nord afin d'assurer un soutien financier aux pays les plus vulnérables et les plus affectés par les effets du changement climatique, et ce malgré une responsabilité très limitée pour la plupart.

Si ce fond a finalement été acquis lors de la COP27, aucun transfert d'argent n'a encore été effectué vers les pays victimes de pertes et préjudices¹⁸. Ce fond est pourtant indispensable pour démontrer que les pays du Nord assument leurs responsabilités aussi bien au sein de leurs pays que dans les pays où ils sont responsables de dommages depuis des siècles. La transformation de nos systèmes, pour laquelle le GIEC plaide depuis des années, doit s'opérer de manière concertée entre tous les pays et îles du globe.

L'approche décoloniale de l'écologie est malheureusement encore très minoritaire aujourd'hui. Elle a pourtant tout son sens dans un contexte de remise en cause progressif du système basé sur une croissance illimitée, incapable d'intégrer les limites planétaires, et en opposition à une écologie individuelle culpabilisante pour les personnes vivant dans la précarité, parfois qualifiée d'écologie blanche bourgeoise sans remise en cause des inégalités sociales¹⁹. Elle permet également de considérer et d'intégrer l'antiracisme au cœur des luttes environnementales. En effet, dans les milieux de l'activisme notamment, il existe une tendance à ne pas considérer certaines réalités, dont les discriminations vécues par les personnes racisées qui sont parfois ignorées ou effacées. Ces discriminations sont variées et peuvent aller de l'accès à l'emploi, au logement, à l'enseignement (...) jusqu'à s'exprimer sous forme de violences verbales voir physiques²⁰. Ce prisme d'analyse est pourtant indispensable dans la mise en place de mesures climatiques et environnementales adaptées à toutes et tous. Un décloisonnement des luttes est ici nécessaire !

Finalement, pour décoloniser l'écologie et y intégrer l'antiracisme, il s'agit premièrement de prendre en compte le racisme systémique et de reconnaître l'histoire coloniale de la Belgique pour pouvoir sortir de logiques néocolonialistes et paternalistes. Cela passe par l'éducation et par la sensibilisation autour de la problématique du racisme afin d'éviter l'exclusion des personnes racisées, notamment dans les mouvements climatiques, et ainsi éviter une polarisation croissante de la société. Enfin, si certains pays reconnaissent et regrettent la colonisation aujourd'hui, cela ne répare malheureusement pas les dommages environnementaux, sociaux et économiques subis. Il est donc indispensable de réellement mettre en place le fond de perte et préjudice discuté lors de la COP27. Ce dernier devant impérativement être doté d'un mécanisme de transparence afin d'assurer la distribution des fonds vers les personnes les plus vulnérables, et ainsi éviter que le but initial soit détourné.

14. Amnistie Internationale, "Lexique pour l'antiraciste". Disponible sur <https://amnistie.ca/lexique-pour-lantiraciste>

15. L'extractivisme désigne l'exploitation et l'exportation de « ressources » naturelles pas ou peu transformées, dans le contexte d'économies peu diversifiées (Gudynas, 2009)

16. Audrey Garric. "Deux méga projets pétroliers de TotalEnergies en Ouganda dénoncés par le Parlement européen". 15 septembre 2022. Disponible sur le site Lemonde.fr

17. United Nations, Climate Change. "L'accord de Paris". Disponible sur <https://unfccc.int/fr/a-propos-des-ndcs/l-accord-de-paris>.

18. Audrey Garric pour Le Monde. "Le fonds « pertes et dommages », obtenu à la COP27 pour aider les pays touchés par le dérèglement climatique, reste entièrement à construire". Le 23 novembre 2022. Disponible sur le site Lemonde.fr

19. Marie ASTIER et Hervé KEMPF. Fatima Ouassak : « Dans les quartiers populaires, l'écologie semble réservée aux classes moyennes et supérieures blanches », juin 2019. Disponible sur le site reporterre.net

20. RTBF. "En Belgique, un tiers des discriminations sont fondées sur des critères « raciaux » selon le dernier rapport d'UNIA", 22 juin 2020. Disponible sur rtbf.be

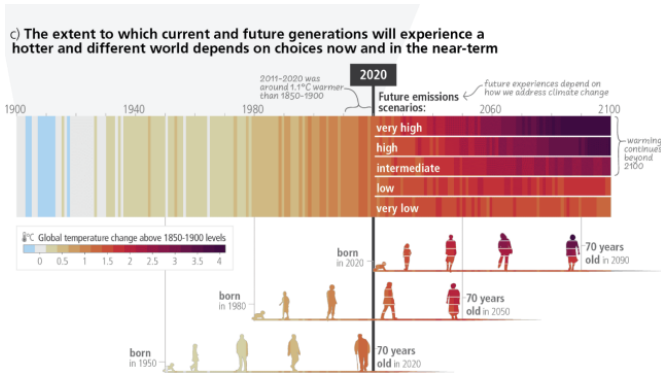
5 FOCUS SUR L'INTERGÉNÉRATIONNEL

Intervenants : UNICEF, agence de l'Organisation des Nations unies consacrée à l'amélioration et à la promotion de la condition des enfants et les Grands-parents pour le climat, mouvement international qui veut soutenir les jeunes qui réclament une politique ambitieuse pour lutter contre le réchauffement climatique.

Les enfants et les jeunes sont les plus touché·e·s par le changement climatique

“Ce sont les nouvelles générations qui subissent de plein fouet les conséquences de cette inaction. Nous allons devoir vivre avec toutes ces catastrophes, et dans la mesure où nous sommes les premiers concernés, il me semble que nous sommes d'autant plus légitimes pour faire entendre notre voix.”²¹

Les travaux du 6e rapport du GIEC portant sur les origines et les enjeux du réchauffement climatique sont sans appel. Bien que toujours incertains en raison des “points de bascule climatiques”, les conclusions aboutissent sur une accélération des effets du réchauffement climatique, et par conséquent sur la vulnérabilité de plus en plus sévère des futures générations. Comme l'illustre parfaitement le graphique ci-dessous, un·e jeune né·e en 2020 sera d'autant plus exposé à l'occurrence de phénomènes climatiques (périodes de sécheresses, ouragans etc.) qu'une personne née dans les années 1950.



Pour mettre en récit ce graphique scientifique, Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue et coprésidente du groupe n°1 du GIEC, explique qu'en moyenne dans le monde une personne née en 1960 sera exposée à 4 vagues de chaleur tout au long de sa vie. Par comparaison, l'exposition d'un enfant né en 2020 serait multipliée par 7 avec les

politiques publiques climat actuelles, par 6 en cas de forte baisse d'émissions de gaz à effet de serre (+2°C d'ici 2100) et par 4 en cas de très fortes baisses d'émission de gaz à effet de serre (+1,5°C)²². “Ce déni climatique est profondément inégalitaire dans ses répercussions, en défaveur des plus jeunes”²³, résume la journaliste Salomé Saqué dans son ouvrage Sois jeune et tais-toi, qui invite à changer de regard sur la jeunesse.

Face à cette série de constats, un groupe de seniors décide de s'organiser et de se mobiliser pour prémunir la jeune génération des effets du réchauffement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Intitulée “les Grands-parents pour le Climat”, l'association civile voit le jour en 2015, et deviendra ultérieurement membre de la Coalition climat pour jouer un rôle important dans les débats sociétaux que soulèvent les enjeux du réchauffement climatique.

Ainsi, les Grands-parents pour le climat souhaitent contribuer à l'atténuation du dérèglement climatique et à l'adaptation à celui-ci à travers 3 types d'actions ; s'engager à réduire son empreinte carbone en adoptant un mode de vie plus durable ; transmettre et débattre avec des personnes âgées et des jeunes afin de construire un nouveau contrat social écologique tout en renforçant les liens intergénérationnels, et établir un plaidoyer exigeant sur les questions climatiques et démocratiques.

Fort de leurs expériences, les Grands-Parents pour le Climat constituent un groupe essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les rencontres intergénérationnelles sont des moments précieux dans la conception de nouveaux imaginaires. Celles-ci permettent aux seniors de questionner leur mode de vie tout en posant des fondements élémentaires de la vie des plus jeunes (humilité, curiosité, empathie, réflexivité, etc.). L'action et l'engagement des plus âgés pour le climat nous semblent indispensables afin de conserver et de renforcer la solidarité intergénérationnelle parfois mise à mal dans notre société tournée vers l'individu, et dans un contexte où le rejet de la responsabilité du changement climatique sur les générations précédentes est un argument parfois utilisé pour justifier la résignation ou l'inaction face à l'urgence. L'engagement des aîné·e·s peut être un facteur de motivation et de mobilisation auprès des autres tranches de la population.

21. Salomé Saqué, “Sois jeune et tais toi”, 2023, p.162-163.

22. Pour aller plus loin sur ce sujet, lire le rapport de Wim Thierry (VUB) : [The Climate Crisis: The Kids Aren't Alright – Frontiers Policy Labs \(frontiersin.org\)](https://frontiersin.org/)

23. Salomé Saqué, “Sois jeune et tais toi”, 2023, p.162-163.

Les **enfants**, de leur côté, par leur dépendance à leurs parents et leur développement physique, psychique et social, font partie des catégories les plus vulnérables de notre population²⁴. Par ailleurs, les changements climatiques créent un défi pour la réalisation des droits de l'enfant. En effet, les enfants subissent deux types d'impacts particuliers. Premièrement, à travers l'exposition directe aux changements climatiques, leur fragilité physique permet moins bien de réagir et de se protéger face aux changements climatiques (sécheresse, inondation, canicule, etc.).

Deuxièmement, les enfants subissent également des conséquences à travers les répercussions de ces changements climatiques (par exemple, la fermeture des écoles, les discriminations liées au genre, etc.).

L'éducation à l'environnement joue d'ailleurs un rôle clé afin de leur apprendre à comment réagir en cas de catastrophe climatique. L'éducation à l'environnement a également un rôle crucial afin de pouvoir apprendre, dès le plus jeune âge, les causes et les conséquences du changement climatique et, surtout d'apprendre les pistes de solutions et les actions à mettre en œuvre pour contribuer à la lutte contre la crise climatique. Aborder ce sujet permet également de créer un sentiment de solidarité et d'appartenance à un groupe, qui est le meilleur remède contre l'écoanxiété exprimée par de nombreux jeunes. Cela peut également susciter de nouvelles initiatives de mobilisation.

De plus, les enfants n'ont aucune représentation démocratique alors que leurs besoins et leur vulnérabilité sont spécifiques. Les enfants ont le droit d'être entendu-e-s. Il est donc important, compte tenu des défis spécifiques et du manque de représentation démocratique, que les enfants puissent s'exprimer lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'action pour le climat. Par ailleurs, UNICEF pointe l'importance de la **solidarité internationale** pour assurer le respect des droits des enfants. L'impact de la crise climatique sur les enfants n'est pas le même partout, les conséquences non plus. Pour finir, UNICEF plaide pour davantage intégrer dans les programmes de prévention ou de lutte contre les changements climatiques, un axe spécifique concernant les enfants (par exemple, maintenir l'accès à l'éducation en cas de catastrophe climatique).

24. UNICEF, The climate crisis is a child rights crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index, 19 août 2021, rapport disponible sur le [site Internet d'UNICEF](#).

6 CONCLUSION

Comme nous l'avons vu tout au long de nos rencontres, nous ne sommes pas tous et toutes égaux face aux effets du changement climatique. Certaines inégalités se retrouvent même accentuées par celui-ci. De même, toute la population n'est pas considérée et prise en compte de la même manière dans la mise en place des mesures pour lutter contre le changement climatique. Les femmes, les personnes vivant dans la précarité, les personnes racisées, les enfants, les jeunes ou les personnes âgées, bien que représentant une part très importante de la population, ne sont que trop peu pris·es en compte et entendu·e·s.

De nos différentes rencontres, nous tirons finalement trois enseignements qui nous semblent primordiaux:

- 1)** Il est indispensable de décloisonner les luttes et de prendre en compte les différentes discriminations dont peut être victime une personne. Le système dans lequel nous vivons actuellement est un système de domination capitaliste, patriarcale et raciste. C'est donc le système dans son ensemble qui est à réinventer et cela passe notamment par une démocratie plus représentative de sa population.
- 2)** Pour comprendre une situation, de même que pour mettre en place des politiques adéquates, il est nécessaire de l'analyser sous différents prismes: féministe, antiraciste, anti-âgiste, antivalidiste, etc. Pour cela, chacun.e doit pouvoir être représenté.e et entendu.e.
- 3)** Réaliser les deux points ci-dessus passe notamment par l'éducation, qui doit permettre à chaque individu de s'appropriier les clés d'analyse aux différentes crises de notre siècle, et de comprendre les conséquences de celles-ci sur différentes tranches de la population.

Remerciements : Nous remercions The Shifters Belgium, le Monde selon les Femmes, Plan International, ATD Quart Monde, UNICEF Belgique, les Grands-parents pour le climat et Mutesi Van Hoecke, d'avoir pris le temps de nous rencontrer et de nous transmettre leurs expériences et connaissances afin que nous puissions rédiger ce document sur la justice climatique et les différents prismes à considérer pour l'établissement de mesures inclusives, pertinentes et équitables pour lutter contre le changement climatique.